

GRAND DEBAT NATIONAL : Démocratie et Citoyenneté

Communes de Vallet, le Pallet, Mouzillon, La Chapelle-Heulin, La Remaudière et La Regrippière



[Introduction du débat par M....]

Cécile de Vallet – La quarantaine – Salariée dans une petite entreprise :

« Pas besoin de sénateur ; ce qu'ils font peut être fait par les députés et conseillers régionaux. Stop au lobbying. Oui aux élus présents et actifs. Il faut prendre en compte l'abstention et le vote blanc. Les référendums, comment y croire après ce qui s'est passé avec Notre-Dame-des-Landes ?

Les syndicats ont de moins en moins de pouvoir, mais il ne faut pas leur en donner plus, ils ne représentent qu'une minorité de salariés. Ma vision : les syndicats sont prêts à tout pour défendre leurs privilèges, tout comme les politiciens. C'est bien beau de « pondre des lois » ; encore faudrait-il qu'elles soient applicables et appliquées.

Pour que les citoyens soient engagés dans la société, il est impératif que les politiciens soient exemplaires et la justice pour tous.

Et enfin l'immigration : comment peut-on contrôler tous ces arrivants ? L'âge de la majorité pour ces migrants, c'est bien 18 ans ? Alors, pourquoi autant de mineurs de 25 ans ?

Chers Parlementaires, vous avez un logement et les moyens : accueillez-en quelques-uns. Ce sera tout...A qui le tour ? »

[Intervention M....]

Dominique - :

« Juste un petit retour sur hier, parce qu'hier je n'étais pas content de moi...En fait, ce qui s'était passé, c'est que j'avais amené mes notes qui concernaient le débat de ce soir « démocratie et citoyenneté » et...j'ai quand même voulu dire ce que je pensais. Résultat : j'ai dit beaucoup de choses sans nuance qui a pu peut-être vous heurter, je l'ai senti...Donc je m'en excuse parce qu'en réalité ma pensée est plus nuancée que ça...Et j'ai demandé à monsieur le maire et puis à madame je ne sais plus comment, de communiquer mes notes pour que, dans le compte-rendu, il y ait mes notes plus nuancées et moins brutales que ce que j'ai dit hier...Voilà [Sourires dans la salle...] J'ai ma responsabilité... J'e n'étais pas content, c'est tout... »

[Intervention de M....]

Dominique reprend la parole :

« Alors, concernant le débat de ce soir : d'abord, le statut de l'élu...J'ai peu de choses à dire... Un salaire correct peu différent de l'actuel pour moi, mais une exemplarité dans l'honnêteté et la transparence, c'est-à-dire l'usage de l'argent...Et pour moi, un mensonge devrait entraîner systématiquement la révocation.

Ensuite, en ce qui concerne le RIC...Mon point de vue : alors d'abord, ce n'est pas vraiment nouveau...C'est défendu par Mélançon, Benoît Hamon, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen. Je note quand même que Marine Le Pen elle dit « Le référendum à initiative populaire, c'est pour rendre la parole au Peuple en permettant aux français de dire directement ce qu'ils pensent sur l'immigration, la réforme du Code de la Nationalité, la priorité d'emploi, la peine de mort, l'école ». Je lis parce que ce sont ses paroles...

D'autre part, ensuite en Suisse, les suisses votent tous les 3 mois pour répondre à 1,2,3...et parfois jusqu'à 9 questions différentes posées en même temps. Alors, ça c'est la Suisse, je me dis que si c'était en France, on risquerait quand même d'être en campagne électorale continuellement. Donc dans les faits, il existe un risque que le RIC soit détourné pour devenir un instrument de politique politicienne. Ces précautions prises, ma position : je suis favorable parce que je pense que ça peut être une bonne chose mais pas sur n'importe quel sujet, ni dans n'importe quelles conditions. Quand je dis n'importe quelles conditions, c'est par exemple, supposons qu'après les attentats de Paris, tout ça...aussitôt on fasse un référendum d'initiative citoyenne...Par la colère, on peut être amené à dire n'importe quoi. Je crains ça...Voilà...Donc oui, mais pas sur n'importe quel sujet et pas dans n'importe quelles conditions. Sur le vote blanc : le vote blanc c'est une expression des citoyens qui se sont déplacés aux urnes, qui sont passés dans l'isoloir et qui ont voté. Le vote blanc doit être reconnu valide et comptabilisé...pour moi. Ce n'est pas la même chose que ceux qui sont allés à la pêche...

Le non-cumul des mandats : alors là, je suis à fond pour le non-cumul des mandats. Je suis favorable à une petite dose de proportionnelle...Ce n'est pas normal qu'il y ait des partis qui ont quand même beaucoup d'audience et qui soient si peu représentés.

Alors on peut difficilement parler de démocratie sans parler de réseaux sociaux. Je remarque que les principaux réseaux sociaux sont hébergés à l'étranger. Il n'est pas possible à un pays comme la France de lutter efficacement contre les fake news et les manipulations d'opinions. Et là je...suis bien embêté pour faire une proposition : serait-il possible de constituer un service public dépendant de la justice...un peu comme les services de cyber-défense dont le rôle serait de mettre en garde et de faire connaître les principales manipulations dont les citoyens sont l'objet...Je reprendrai la parole plus tard...Je vais dire sur la laïcité, la délinquance et le service civique ».

[Intervention M....]

Arnaud – Retraité :

« Je voulais revenir un peu sur le fait que beaucoup de gens ne votent pas. A mon avis, c'est qu'ils n'ont plus confiance dans leurs députés...Pour quelles raisons ? Nos députés font carrière dans la politique...donc, leur premier objectif, comme chacun d'entre nous dans son poste, c'est d'y rester d'abord et de faire carrière dans ce poste. Et donc par rapport à ça, je pense qu'ils sont affiliés à un parti dont ils doivent obéir. Je pense qu'au bout d'un moment, ils sont devenus très loin de leurs électeurs parce qu'en fait on fait le vote du parti, etc...Et puis...Est-ce que beaucoup de gens sont allés consulter leur député ? Qui est allé consulter son député ?

[Intervention de la salle]...Oui, dans un autre contexte...C'est ce que je veux dire...C'est un peu dans ce sens que je veux dire... C'est pour ça que quand on me parle du cumul des mandats, je dis en disant on entend beaucoup que c'est pour garder un contact avec le terrain, ça me paraît complètement utopique. Je veux dire, si un député veut savoir ce qui se passe à Vallet, il va voir le maire, à Mouzillon, il va voir le maire...Il va discuter avec lui, il peut l'appeler au téléphone, etc...Donc il y a mille moyens de savoir ce qui se passe sur le terrain sans avoir un poste je dirais de maire quelque part...Donc ça, c'était le premier point...Et donc je pense que la crédibilité de nos élus en prend un coup parce que au fond, je ne sais pas s'ils représentent tellement bien leurs électeurs. Je pense qu'aujourd'hui par exemple je reviens sur les syndicats...Les syndicats représentent une minorité et on leur donne un poids énorme. Donc on peut se poser la question de la place des syndicats...L'autre chose aussi c'est que je pense par rapport au fait que nos élus ont peu de pouvoir, c'est que vous voyez aujourd'hui : une loi est votée, descendent dans la rue des syndicats de n'importe qui, ça, ça date de beaucoup d'années...On annule la loi, on l'enlève...Donc aujourd'hui on n'est plus guidé par des minorités que par nos élections, c'est-à-dire, on a voté que ce soit pour M.Macron ou ses députés et puis finalement quand ils prévoient quelque chose de toute façon si les syndicats sont pas d'accord...En gros, on a l'impression qu'aujourd'hui des minorités imposent leur loi ou empêchent de passer les lois, ce qui revient un près au même ».

[Intervention de la salle]

Reprise Arnaud :

« Non, mais je l'ai dit qu'il y a très longtemps, ce n'est pas nouveau...Je veux dire, c'est un problème qui existe depuis déjà longtemps...Mais je n'ai rien contre les gilets jaunes...Je veux vous le dire...Je trouve qu'ils ont fait du très bon travail et je pense qu'aujourd'hui, si vous voulez, le problème c'est qu'un Etat, quel qu'il soit, à partir du moment où il veut tenir sa place, il est obligé de répondre à ces minorités...disons et de ne pas faire ce qu'il faudrait, quoi... Donc moi je suis pour la consultation, le vote, qu'on puisse...l'Etat par exemple, si il y a une opposition forte dans une grève, etc...qui empêche de passer une loi, que l'Etat puisse consulter l'ensemble des citoyens pour savoir si cette loi est considérée comme bonne ou pas bonne...D'abord, ça obligerait peut-être nos politiques à expliquer le pourquoi de certaines lois qu'ils votent et donc...en particulier moi je considère que un des outils quand même qui serait très bon d'avoir, c'est un vote par internet, parce que ça permettrait de consulter l'ensemble des gens et ça pourrait être un outil même pour les députés...je dirais, de pouvoir consulter leurs électeurs...Voilà, moi c'est mon sentiment si vous voulez parce que quand vous avez une manifestation de la CGT ou de n'importe quelle chose qui s'oppose à quelque chose, ben...l'Etat a la possibilité de dire ben « moi je considère que c'est bon. Je fais une consultation générale et comme ça j'ai le poids de cette consultation pour m'opposer à ce mouvement minoritaire. Voilà. Merci »

[Intervention M....]

Alain ... – Retraité :

« Les interventions précédentes m'amènent à faire les réflexions suivantes. Par référendum et consultation par internet, moi je veux bien...Mais est-ce à la portée financière de tout le monde ? Indépendamment de la capacité à utiliser le produit. On ne peut pas utiliser internet sans ordinateur. Un

ordinateur à moins de 300€, vous n'en trouverez pas, première question. Deuxième question : internet induit un abonnement téléphonique spécifique, qui est plus cher que l'abonnement au téléphone classique. Donc, si vous ajoutez tout ça... Il y a un certain nombre de gens qui n'ont pas les moyens pécuniers d'utiliser internet. Dans nos régions, si vous voulez utiliser internet dans un café... internet ou... une structure autre qui vous permet d'utiliser un ordinateur sans en être propriétaire, il n'y a pas. Exemple bête : j'habite La Regrippière... Je voudrais utiliser internet à la mairie parce que je suppose qu'il y a un accès à un service... une salle internet à la mairie. Il n'y a pas de transport. Le seul transport existant c'est le matin vers 7h et pour revenir chez moi il faut que j'attende le soir 19h. Je ne parle pas du coût du transport, je parle simplement de l'opportunité de l'utiliser.

J'ai également entendu dire que depuis plusieurs années, une minorité imposait leur volonté. Moi, je veux bien, mais enfin... Avant la 1^{ère} guerre mondiale et même avant la 2^{ème}, qui est-ce qui imposait sa volonté et même encore en partie aujourd'hui ? Qui est-ce qui impose sa volonté ? Avant, c'était le Comité des Forges, c'est-à-dire les employeurs de la métallurgie. Maintenant, c'est les lobbings. On le voit parfaitement avec le glyphosate et le... produit de la thyroïde là... le médicament pour la thyroïde... le lévothyrox. Les industries imposent leur volonté et les politiques ne font rien. Donc... On a parlé de réduire le nombre de députés et de sénateurs. Pourquoi est-ce qu'on a autant de sénateurs ? Pourquoi est-ce qu'on a autant de députés ? Pour satisfaire des égos...

Vous avez des pays plus nombreux que nous en habitants et qui fonctionnent parfaitement avec une centaine de sénateurs. Nous, on en a un petit peu plus et on ne fonctionne pas très bien.

En ce qui concerne les structures communales, intercommunales, régionales, départementales... à quoi sert tout cet empilement de structures ? J'avoue que je ne comprends pas très bien quels sont les rôles, les compétences de chacun. Normalement, c'est les communes qui devraient être responsable de la gestion de l'eau par exemple. Or, dans la pratique, aucune commune, en dehors de Paris peut-être, n'est responsable de la gestion de l'eau... seule. Elle a tout remonté à un syndicat intercommunal pour gérer l'eau. Je vais laisser les autres parler ».

[Intervention M....]

Adrien – Gilet jaune de Vallet :

« On a un peu parlé de représentativité et d'abstentionnisme... Je me disais que c'était le moment de sortir quelques chiffres. Enfin, je n'ai même pas les chiffres exacts, je suis désolé... Tout d'abord, l'abstentionnisme ne touche pas tous les groupes sociaux de manière égale. Les premiers à s'abstenir, ce sont les classes modestes et particulièrement les ouvriers. D'ailleurs, j'en profite pour éventuellement rétablir une contre-vérité que certains auront peut-être en tête : j'entends souvent que les ouvriers votent Front National... statistiquement, c'est faux. La première tendance des ouvriers, c'est de s'abstenir... ça, c'est chiffré... Je n'ai pas les références, mais vous faites les recherches, vous trouvez facilement et ceux qui votent le plus, ce sont les cadres. Ce n'est peut-être pas sans lien avec quelque chose comme la composition de l'Assemblée Nationale. Là, j'ai les chiffres et j'ai même la référence. C'était dans un article de Monique Pinçon-Charlot, dans le dernier ou l'avant-dernier numéro du « Monde diplomatique ». Attendez... Je retrouve mes chiffres, je m'excuse...

Alors, en ce qui concerne les cadres et professions intellectuelles supérieures, c'est 76 % des députés. Ce groupe socio-professionnel ne représente pourtant que 18% de la population active, en 2017.

Parallèlement, les ouvriers, eux, représentent 20, 8% de la population active...et ils représentent 0, 2% des députés.

Quant aux employés, ils sont 27%, plus de 27% de la population active et moins de 5% de l'Assemblée Nationale. La question qui se pose maintenant, c'est : est-ce qu'une démocratie par les cadres peut donner autre chose qu'une démocratie pour les cadres ? Je ne pense pas. Je ne suis pas sûr. Voilà, je vais passer la parole. »

[Intervention M....]

Guillaume – Gilet jaune – Cugand :

« Je rebondis sur ce que j'ai entendu à l'instant sur le RIC. Le monsieur a dit « oui, mais alors pas sur n'importe quel sujet et pour éviter les débordements »...C'est sûr que les flash balls et les manifestations, ça n'a pas généré une légifération automatique, donc je ne vois pas pourquoi un RIC aurait plus de pouvoir qu'une loi. Je pense que au moins ce serait une décision plus citoyenne et où le peuple se reconnaîtrait peut-être un peu plus facilement dans ce qui n'est pas proposé, mais en tout cas imposé, à l'heure actuelle.

Concernant ce qu'on a entendu par rapport au vote sur internet, je suis assez dubitatif : aujourd'hui internet effectivement il a été dit que on n'a pas de plate-forme de réseaux sociaux franco-française, tout est délocalisé à l'étranger...Grand renfort de fake news, effectivement, il faut faire un gros travail de tri...La cyber-attaque...Aujourd'hui, on ne sait pas où on va...On sait qu'aux Etats-Unis, ils votent sur internet mais en l'occurrence il y a aussi des grosses suspicions de hacking sur les votes et en définitive, on fait tout à la maison, alors on ne sort plus. On vote et comme on voit que c'est déjà très facile de laisser des commentaires haineux ou maladroits parce qu'on n'est plus en face de la personne, alors quand on vote, on vote encore pire, on vote n'importe comment, parce que...en fait, pourquoi pas ? On vient de voir une émission, on vient de lire un truc, allez, hop, on y va, on balance un vote, un vote de censure ou un vote un petit peu maladroit encore une fois quoi... Et je crois que c'est quelque chose aussi, le moment du vote, de voir des gens et qui s'inscrit dans le Grand Débat National, c'est-à-dire aujourd'hui on est tous ensemble...Je pense d'une certaine façon à la force des gilets jaunes qui ont été à l'initiation de ce débat national...qui nous a permis, tous ensemble, de communiquer ensemble, de se rendre compte qu'on avait à peu près les mêmes choses, les mêmes problèmes d'existence, de pouvoir d'achat, de fin de mois et que...pour en revenir au vote, c'est l'occasion encore de pouvoir se voir, d'échanger et de se voir avant le scrutin, de pouvoir discuter des programmes et pas « ok on l'a vu à la pub où on l'a vu à internet ». Là, voilà, c'est bon, vous avez 30 secondes, il y a quelqu'un devant, il y a quelqu'un derrière, et c'est fini. Et puis on va en prendre pour 5 ans avec un programme qu'on n'a pas compris, qu'on n'a pas lu...qui n'était même pas vraiment expliqué et puis après on s'étonne forcément que derrière on demande une démission d'un Premier Ministre, d'un gouvernement et que aucun président n'ait pu finir son quinquennat normalement...Ben oui, mais quand les choses vont à une telle vitesse et avec si peu de compréhension, ben non, je suis désolé. Donc des outils : oui, il en faut, mais des vrais outils. Pour rebondir avec ce qu'à dit Adrien, pas des outils technocratiques inventés par une intelligence supérieure qui ne pense qu'à elle et ne s'adresse qu'à elle. Et donc, des outils qu'il faut que l'on construise nous-mêmes, peuple, citoyen...et des outils qui nous correspondent.

Le RIC... : c'est une façon de pouvoir communiquer ensemble, ce n'est pas de jeter des grenades...C'est de se dire : « Voilà, qu'est-ce qu'on pense de tel sujet ? ». Moi, la peine de mort, le mariage gay, je m'en fous ! Ce n'est pas mon problème ! Si c'est le problème de monsieur Macron et ben qu'il fasse quelque chose, qu'il fasse un bouquin. Ce sont les professionnels des bouquins, ils font tous des bouquins, ça c'est génial ! Je ne sais pas où ils trouvent le temps d'ailleurs ! Voilà...Je reviendrai plus tard. Merci. »

[Intervention M....]

Christophe – Saint Lumine de Clisson :

« En proposition, moi je voudrais que les ministres aient réellement les compétences par rapport à leur Ministère, une carrière qui est adéquate, qui est en rapport.

Remettre le service militaire ou alors pour ceux qui sont un petit peu contre tout ce qui est militaire, ben la possibilité de travailler dans des associations, notamment...

Référencer les lobbys et qu'ils soient connus du Grand Public et les interdire si l'intérêt de la Nation est mis en péril.

Que les députés soient soumis à obligation de résultat pour reconduire d'une année sur l'autre leur mandat.

Pour ce qui est de l'école, je pense que dès le plus jeune âge, qu'il y ait des cours de morale, d'éthique, de sens critique pour décrypter notamment les fake news, pour se servir de l'outil internet, des réseaux sociaux, je pense que ça serait bien. Justement, à l'école aussi il y a différentes formes d'intelligence. Ce serait bien qu'il y ait comme des tests qui soient reconnus et d'identifier les différentes formes d'intelligence des écoles et orienter les élèves en fonction. Que l'école aussi soit sur fond de coopération, d'empathie ; sachant que c'est la base, c'est la nature humaine...Naturellement, on est empathique...Et non basée sur une forme de compétition, dès le plus jeune âge, avec les notes et tout...Ce qui fait que le monde adulte s'en ressent. On est trop dans un esprit de compétition : classes sociales, salaires...Et à ce propos, vis-à-vis des salaires, qu'il y ait moins d'écart par rapport au PDG et par rapport aux ouvriers, que les ratios soient de 1 à 20 maxi, je pense. Voilà...J'ai fait le tour »

[Intervention M....]

Bonsoir, Jean-Luc – Retraité au Pallet :

« Je rebondis aussi sur ce qui vient d'être dit et je rajouterai aussi que l'égalité entre tous les citoyens ; ce qui veut dire que c'est l'égalité entre l'homme et la femme dans l'entreprise, dans la vie sociale, dans la représentativité aussi bien évidemment de la démocratie...Alors, qu'est-ce que c'est la démocratie ? Tout le monde peut en parler, bien sûr, mais il y a bien un moment donné où de toute façon, quoique l'on fasse, une décision n'emportera pas les 100%, bien évidemment, de positivité, donc de chacun des composants du Peuple. Donc, à un moment donné, ceux qui ne sont pas d'accord, il faut qu'ils puissent bien évidemment s'exprimer, faire savoir qu'ils ne sont pas d'accord. Mais, à un moment donné, il faut, que l'on soit 100, que l'on soit 1 million, que l'on soit 100 millions, qu'il y ait une forme de majorité, une forme d'adhésion à ce qui vient d'être décidé ou à ce qui va être décidé. Et la démocratie, autrement que celle que l'on connaît, à l'heure actuelle, ne permet pas justement à tout le monde d'être d'accord avec ce qui a été décidé, dans quelle qu'affaire qu'elle soit.

La citoyenneté maintenant : sur la citoyenneté, de toute façon, la déclaration des droits de l'Homme, c'est pareil, c'est l'égalité de tout citoyen constituant du Peuple et que cette citoyenneté doit prendre en compte aussi les gens qui sont migrants. Migrants pour toute forme de raisons : migrants pour des formes politiques, des formes économiques aussi et de toute façon la France s'est constituée avec des migrants...Aucun de nous peut être certain que dans tout notre arbre généalogique, à aucun moment on n'a jamais eu un migrant dans notre arbre généalogique. Donc ce qui veut dire qu'il y a aussi une égalité entre l'homme, la femme, l'enfant quel qu'il soit, d'où qu'ils viennent et quelle que soit sa couleur. Donc, il faut aussi se mettre à la place de ce qui existe, à l'heure actuelle, avec le rejet d'une certaine partie d la population, de cette forme d'égalité entre les individus. Voilà, c'est ce que j'avais à dire mais je reviendrai peut-être... »

Bonjour, Sylvain – 38 ans – Tillières – Je suis prof...et gilet jaune - :

« Pour revenir sur le RIC, moi je pense que c'est quelque chose qu'il faut mettre en place absolument. Je ne crois pas que ce sera une campagne électorale continue. Ce que j'ai compris, en Suisse, c'est que, à chaque élection, donc ils votent souvent, mais à chaque élection il y a beaucoup d'abstention parce que tout le monde ne se sent pas forcément concerné par la question du jour. Mais par contre, sur le long terme, on se rend compte que tout le monde va voter en fait. Les gens qui ne votent pas depuis très longtemps, il y en a très peu. Donc, tout le monde vote régulièrement mais pas forcément à chaque élection. Donc, s'il y a des questions qui ne nous intéressent pas ou pour lesquelles on ne se sent pas concerné, on ne va pas voter, tout simplement. De toute façon, on aura l'occasion de s'exprimer sur un autre point, un peu plus tard.

Après, je pense qu'il faut aborder tous les sujets. Je pense qu'il faut faire confiance aux gens. On est tous des êtres humains, on a tous une conscience et je pense que si ce sont des élections qui se passent dans des bonnes conditions, je ne crois pas qu'on puisse voir arriver des décisions complètement improbables ou qui seraient, on va dire, dangereuses pour notre démocratie. Il faut faire confiance aux gens, tout simplement...ça c'était pour le RIC..

Pour le vote blanc : je pense aussi qu'il faut prendre en compte. C'est un suffrage exprimé, à mon avis. J'ai trouvé récemment, en février, dans une étude BVA, c'est tout récent : 80% des personnes interrogées sont favorables à prendre en compte le vote blanc comme un suffrage exprimé. Et 2 études (2014 et 2016) confirment ce chiffre. Entre 80 et 85 % des personnes interrogées pensent qu'il faut prendre en compte le vote blanc. Je pense que c'est significatif. Donc, il faut traiter cette question rapidement et je pense que ce n'est pas très compliqué.

Ensuite, sur les outils...Moi, quand on me demande de voter, c'est-à-dire que je vote pour une personne et de fait, j'écarte tous les autres candidats. Donc, c'est comme si j'étais d'accord à 100% avec une personne et à 0% avec tout le reste des candidats. Donc, il y a un problème là ! Je pense qu'on a tous dans nos têtes des nuances, quoi... Quand on vote pour quelqu'un, on n'est jamais 100% d'accord avec cette personne. Je pense que vous avez compris le truc...On est beaucoup plus nuancé que ça. Il y a des chercheurs français, en 2011, qui ont proposé un mode de scrutin qui je pense est intéressant et qui pourrait être mis en place et assez simple et qui serait un peu plus judicieux...et qui éviterait aussi les phénomènes de vote contestataire, barrage, par exemple, voilà...Et ça s'appelle le jugement majoritaire. Tout simplement, ça consiste : le bulletin de vote, c'est...On peut imaginer un tableau et pour chaque candidat je vais lui attribuer une mention qui va de « à rejeter » à « excellent », avec par exemple 6 ou 7 niveaux différents. Pour chaque candidat, je dis si celui-là je pense qu'il est bon, celui-

ci il est passable, celui-ci il est à rejeter, celui-ci il est excellent...Et comme ça je pense, qu'avec ce procédé-là, c'est bien plus représentatif de ce que chacun peut penser...de chacun des candidats. Ensuite, le dépouillement c'est assez simple : c'est celui qui a la mention, qui a 50% des..., enfin qui a la mention majoritaire...En fait, j'ai du mal à l'expliquer comme ça, devant vous, mais il existe beaucoup de sites et de vidéos qui expliquent ça très très bien. Voilà, vous trouverez ça assez facilement. Je pense à une vidéo par exemple, de la chaîne Youtube qui s'appelle « sciences étonnantes » de David Louapre, qui explique tout ça très très bien et c'est pas du tout partisan et voilà...ça explique le mécanisme...et ça élimine aussi tous les problèmes des petits partis qui vont heu....Je vais vous donner 2 exemples que j'ai noté, qui sont très bien...Voilà : par exemple, aux dernières élections de 2017, les élections présidentielles, à gauche : les électeurs de Benoît Hamon et Jean-Luc Mélançon n'auraient pas forcément dû choisir, mais auraient bien pu noter les 2 candidats. Vous comprenez l'idée ? D'accord ? De même, à droite, une nouvelle candidature aurait pu émerger face aux déboires de François Fillon, sans risquer de lui grignoter des voix. Voilà. Ce sont des phénomènes qui existent aujourd'hui et qui n'existeraient plus avec ce fameux jugement majoritaire. C'est un exemple, mais je crois que ça peut être mis en place. C'est simple et je crois qu'il y aurait moins de problèmes et de polémiques au moment de toutes ces élections où tout le monde se bat, en fait...Voilà...Je vous remercie »

[Intervention d'une personne qui s'est déjà précédemment exprimée...] :

« Excusez-moi, je réponds directement...Déjà, imaginons que le vote blanc soit considéré exprimé. Le 2^{ème} tour, pour la Présidentielle, c'est plus du tout la même chose, c'est plus du tout les mêmes scores... »

Reprise Sylvain :

« Oui...et je pense qu'avec le vote blanc, ce qu'il faudrait c'est s'il y a une majorité de vote blanc, il faut éliminer tous les candidats qui se sont présentés et il faut un nouveau jeu de candidats et on recommence les élections... »

[Intervention M....]

Didier – de Vallet :

« Je voulais aussi justement parler du jugement majoritaire, qui est quelque chose de vraiment excellent et ça permet en fait justement en même temps de prendre en compte le vote blanc...Puisqu'en fait, si on était toujours à voter « à rejeter », en quelque sorte, on vote blanc ; ça nous permet de voter blanc. Donc, ça, c'est vraiment quelque chose d'important à mon idée. Et ça peut être utile aussi pour les élections parlementaires...pour justement avoir une part de proportionnelle...Puisqu'en fait, dans la même idée, on peut être à la fois, disons écolo et à droite ou à la fois écolo et à gauche, par exemple... ou voilà ce genre d'idées...Donc, ça permet d'avoir une représentativité meilleure que dans un vote à 2 tours, voilà... »

[Intervention d'une personne] :

« Juste une précision parce que j'ai entendu : « *Alors, du coup on a plus de gouvernement en place parce qu'on a dit non...* ». Il y a énormément de personnalité en France qui sont des politiques et qui

ont l'intelligence de faire des choses. Aujourd'hui, effectivement, ce que disait monsieur, on a une démocratie qui est en place et qui fonctionne tant bien que mal... pour des personnes qui ont encore un certain pouvoir d'achat, qui ne sont pas touchés par la crise... Pour d'autres et qui voient vraiment l'étau se resserrer de plus en plus, on sent quand même une défiance énorme vis-à-vis d'une classe politique. Des gens qui se sont représentés, qui font carrière... plus une carrière personnelle qu'une carrière pour l'intérêt général... Donc, si on n'en veut pas, on n'a quand même le droit de le dire ! C'est ça la démocratie, c'est de dire « Non, on n'en veut pas ! On veut une autre représentation ! » Je n'ai pas envie de représenter quelqu'un qui ne me représente pas. Et si ce n'est pas moi uniquement, mais que c'est une majorité du Peuple qui dit « non », ça évite de se retrouver aujourd'hui dans un cas..., c'est-à-dire « *ba, en fait, Macron, on fait quoi ?* » Alors, lui, il continue, c'est-à-dire avec les pleins pouvoirs : « *je suis légitime, j'ai été élu...* » Il a été élu... Après, on décortique et puis tant de % de ceci, tant de % de cela... Le vote blanc, ce n'est pas l'anarchie, c'est de se dire « *ben, on recommence...* » Mais on est des adultes... Il y a un gouvernement temporaire, il y a des parlementaires, il y a des sénateurs qui sont encore là et qui assurent l'intérim. Il faut dépasser les consciences. On est là pour ça, on est là pour échanger, trouver des solutions à un problème. Je pense qu'on est tous là, parce qu'on se rend compte qu'il y a un problème, sinon on ne serait pas là. Non ? »

[Intervention M....]

Jacqueline – Retraitée :

« Moi j'ai une question qui est plus terre à terre, ça concerne je crois la citoyenneté... Je voudrais parler de nos incivilités, des dépôts sauvages, des déchets sur le territoire... et sur les territoires des autres pays aussi... Par-là, je veux parler du Vivre ensemble. Je vous fais part d'une initiative à laquelle je participerai si elle était proposée. Un de mes enfants vit en Belgique et cette année ils vont participer pour la 5^{ème} fois au nettoyage de printemps de leur commune, les 29, 30 et 31 mars. Cette opération est nommée « Wallonie Propre ». Des propositions sont faites sur internet. Les particuliers, les personnes des quartiers s'inscrivent et bloquent un itinéraire précis pour le nettoyage des déchets sauvages. Cela mobilise les écoles, les entreprises et les particuliers. En 2018, 11 000 « wallans » ont participé à cette opération. 365 tonnes de déchets sauvages ont été récoltés. 64 400 sacs poubelle ont été ramassés. Les personnes et surtout les enfants sont heureux de mettre propre leur lieu de vie et ensuite sont plus attentifs à le garder propre. Les adultes apprennent à se connaître et des liens se créés dans les quartiers. C'est une richesse pour le Pays. Chez nous aussi, dans certains villages, cela se pratique encore. Il y a 60 ans, c'était courant dans les villages. En 2 périodes de l'année, des nettoyages des communs étaient pratiqués. Hommes, femmes et enfants y participaient. Pour moi, ce serait une bonne façon de créer des liens et être utile. »

[Intervention M....]

Jacqueline reprend :

« ça ne concerne peut être pas ce thème-là, peut être le suivant, mais... c'est de la citoyenneté oui... »

[Intervention M....sur détériorations gratuites]

Yannick :

« Au sujet des déchets, c'est très bien, une bonne initiative. On a nettoyé sur 1,7 km très exactement entre Vallet et Mouzillon et on a ramassé 230 kg il me semble... Imaginez-vous ce qu'il peut y avoir sur le réseau français... Alors, autrement, question politique... Nos politiciens ont tout le temps le dernier mot, on l'a constaté depuis un moment... d'où la crainte de la nécessité de ces grands débats qu'on fait en France. Moi, je me pose la question : à qui ou à quoi ça peut servir ? J'ai une petite idée à qui, mais à quoi je me pose la question.

L'assemblée citoyenne... Au Danemark, c'est un tirage au sort qui se fait et les lois sont faites avec ces personnes tirées au sort. Que chez nous, nos lois sont faites par nos députés, le gouvernement... enfin tous les Grands élus, sans demander l'autorisation aux associations, aux fédérations. Je pense dans les écoles... parce que j'ai assez œuvré pour les écoles... Pour les rythmes scolaires, on n'a jamais demandé aux fédérations de parents d'élèves, on a jamais demandé aux fédérations de DDEN (Délégués Départementaux de l'Education Nationale) et a mis le rythme scolaire en route... Une aberration... pour la bonne raison qu'aujourd'hui on revient sur ces rythmes scolaires.

Les 80km/h : c'est le même problème ! On a lancé les 80km/h sans concertation avec les associations des usagers ou les routiers. Maintenant, on veut revenir sur les 80km/h. Je ne vous dis pas l'argent que ça peut coûter... Il n'y a pas que les panneaux... J'ai ma fille qui est monitrice d'auto-école. Elle me dit : « ...mais tous les logiciens, les bouquins d'auto-école et tout ça... Faut tout refaire ! » Et il faudra le refaire 2 fois !

Alors, je ne parlerai pas du RIC parce qu'on en a assez parlé... Il y en a qui pourront davantage en parler que moi parce qu'ils connaissent mieux l'affaire que moi... mais le RIC pour moi, c'est une nécessité... ça sera certainement plus utile que de passer au 49.3. Le fameux 49.3... où on passe les affaires en force, on a connu ça. Et aujourd'hui moi je me demande si je suis dans un pays vraiment démocratique. Quand on réfléchit bien, moi je me pose la question. »

[Intervention et précisions M.... sur les rythmes scolaires]

Yannick reprend la parole :

« Et les transports scolaires ? Parce que j'ai assisté à une réunion ici... J'étais DDEN à l'époque... dans cette même salle et ça me donnait plutôt l'impression que c'était le rythme des transports scolaires plutôt que le rythme des enfants... On a tout planifié autour des transports scolaires sans s'occuper des enfants. »

[Intervention M.... sur les rythmes scolaires et l'évolution des choses]

Corinne – Gilet jaune – ATSEM :

« Pour rebondir sur les rythmes scolaires, l'aberration c'était que les écoles publiques étaient obligées de mettre en place les rythmes scolaires et pas les écoles privées. Alors, en quoi les enfants du privé

sont différents de ceux du public et vice-versa ? Je ne voyais pas du tout l'intérêt de ce genre de choses et je ne vois pas pourquoi on nous l'a mis en place comme ça, sans...voilà. »

Bonsoir – Yves – Citoyen de La Regrippière :

« J'ai entendu plein de choses qui me plaisent bien et puis à la fois j'ai le sentiment qu'on va tout balayer pour réinventer complètement un modèle. Et j'aime bien que dans un débat, il y ait aussi un peu de pondération, qu'on sache d'où l'on vient. Alors, je vois bien que la démocratie représentative est sur le banc des accusés. On a le sentiment qu'elle ne fonctionne pas. Je voudrais juste qu'on réfléchisse aussi à ce que ça a pu nous apporter, avant qu'elle n'existe...Voilà. Qu'on n'oublie pas que on a des élus qui bossent, pour certains quasi-bénévolement, qui représentent des gens...Ils ont peut-être été élu par peu de monde, mais si on raisonne à un niveau local, ils bossent avec très peu d'indemnités, consacrent de leur temps. Ces gens-là, on les élit, ils font leur boulot...bien ou mal... On peut ne pas les réélire la fois suivante...Donc, ça je voudrais qu'on ne l'oublie pas parce qu'ils ont un boulot qui est important. Pour autant, quand on dit ça, je suis d'accord pour dire qu'elle ne fonctionne pas très bien. Principalement au niveau national, je trouve...Je pense qu'au niveau local, où le lien de communication et d'information entre les élus et les citoyens est plus proche, les choses sont plus faciles. Par contre, à un niveau local, je pense que ce qu'on pourrait améliorer, c'est le retour des élus et de leur choix politique vers les citoyens. Je trouve qu'on a trop tendance à élire des gens. On leur donne les clés de la maison pendant 5 ans...et à trop peu revenir vers les gens qui les ont élus ou qui n'ont pas participé au vote. Qu'est-ce que ça produit ? Cela produit parfois des projets qui sont votés par des gens qu'on a élu mais pour lesquels il n'y a pas eu de nouveau, de retour, de discussion...Cela, je trouve que ça manque beaucoup. Alors, je pense au RIC...Est-ce que le RIC pourrait se décliner par exemple à un niveau local ? Parce que quand on parle du RIC, moi j'y suis aussi favorable...mais il reste à établir les conditions dans lesquelles on l'organise, à quel niveau, quelle question est posée ? C'est bien, mais ce n'est certainement pas si simple que ça à mettre en œuvre. C'est mon sentiment. Donc, est-ce que ça, au niveau local, ça pourrait fonctionner ? Je pense qu'au niveau de la communication institutionnelle aussi il y a du travail à faire. La réforme territoriale, je l'ai suivie moi plutôt dans le Maine-et-Loire. Elle a été extrêmement rapide. Moi, j'y suis plutôt favorable, d'un point de vue personnel. Pour autant, je constate que les choix qui ont été faits autant ils ont été éclairés chez les élus qui les ont décidés, autant ils ont mis vachement de temps avant d'être perçus, compris par les citoyens. Dans les Mayennes, on a décidé, c'est la porte à côté, de créer une grande communauté d'agglomération rurale avec 6 anciennes intercommunalités qui sont devenues 6 communes nouvelles. Je trouve que c'est une ambition remarquable quand on parle de mutualisation entre les territoires, de travailler en commun et pour autant vous pouvez interroger les gens citoyens de là-bas, ils trouvent que, et sans doute à juste titre, que c'est allé trop vite, trop peu sans eux et là ça pose une vraie question : comment on communique une fois qu'on est élu avec les citoyens ? Et par rapport au choix de se présenter aussi...Il ne faut pas oublier non plus que dans plein de communes, lors des dernières municipales, plein de gens ont galéré pour aller trouver des gens qui voulaient se présenter sur les listes. Donc on dit aujourd'hui il faut effectivement ouvrir les mandats et les postes électifs à des gens issus de tous les profils sociologiques....Moi, je suis le premier complètement d'accord. Qui voulait y aller lors des dernières

municipales, dans certaines communes, où, justement on galérait pour trouver les listes ? A ce niveau local là, on peut s'investir, on peut peser sur des choix qui sont locaux et qui pèsent sur nos vies. Donc, il faut aussi que chacun balaye devant sa porte.

La citoyenneté, ce n'est pas que le tort des autres, c'est aussi « *moi, qu'est-ce que je fais pour apporter à la collectivité ?* » Cette communication-là, je pense qu'il faut la travailler. A un niveau local, les gens sont trop peu au courant. Alors, il y a des gens qui s'informent très peu aussi...Et on voit bien aussi qu'avec les nouvelles formes de communication, en particulier les réseaux sociaux, comment les collectivités vont aller investir ces nouveaux modes de communication ? Moi, j'ai des enfants qui ont entre 9 et 14 ans, qui sont sur Youtube, Instagram..., qui n'ouvrent pas le journal auquel je suis abonné et puis qui n'ont pas envie de l'ouvrir, qui ne regardent plus les journaux télévisés, qui ne regardent pas la presse des collectivités locales, le journal municipal, etc... Et je ne sais pas si demain ils iront dans sa forme papier. Comment on va aller chercher ces jeunes-là pour les intéresser à la vie publique ? Parce que ce sont eux qui pourront prendre des responsabilités demain. Là, il y a un vrai champ de travail à réfléchir, à tous les niveaux...Je pense à un niveau local, parce que c'est celui qui me parle le plus... Voilà ce que je voulais dire...Je pense que là, il y a un gros boulot à faire pour que les choix soient éclairés et partagés. Mais ils ne peuvent être éclairés et partagés que quand on a bien compris quels étaient les enjeux. Qui, aujourd'hui, au niveau du territoire de la Communauté de Communes de Vallet, sait exactement quelles sont les compétences qu'assument l'intercommunalité ? Moi, j'habite La Regrippière...Demandez...Il y a 1500 habitants...Je suis persuadé qu'il n'y a pas 20% des gens qui savent exactement quelles sont les compétences de l'intercommunalité. Cela, pour moi, c'est une vraie difficulté. Le monde évolue, les territoires évoluent...Comment on fait partager leur évolution avec les gens de la base ? Voilà ce que je voulais dire. »

[Intervention M....]

Une intervenante :

« Ben, c'est très bien, on pourrait enchaîner parce que finalement il y a plusieurs personnes qui ont parlé d'un service civique. Donc, je pense que ça pourrait s'inscrire dans ce cadre-là et pour justement que les jeunes s'investissent dans la vie citoyenne. Justement, les élus pourraient communiquer autour des infrastructures, des projets...donc de l'articulation...Heu...Excusez-moi... »

[Intervention M.... – « Vous parlez des compétences ? Vous voulez que les élus expliquent les compétences dans chaque entité, c'est cela ? »]

L'intervenant reprend :

« Oui, par ce service civique, les élus pourraient expliquer justement le fonctionnement des différentes structures, des communes, des intercommunalités... Le fonctionnement de la vie citoyenne et lors d'un service civique, je pense aussi que les jeunes pourraient apprendre les gestes de premier secours....Cela pourrait être très intéressant parce qu'il y a beaucoup de personnes qui décèdent dans la rue...Donc, si chaque personne est capable de prodiguer les premiers soins, ça pourrait être appréciable. Aussi, je pense pourquoi pas, tout ce qui concerne les déchets qui sont jetés : pourquoi ne pas aussi faire en sorte que ces jeunes, dans le cadre de ce service, se mobilisent pour ramasser les

déchets. Je pense que, à partir de ça, ils pourraient prendre conscience de ce que ça représente et leur donner une certaine conscience...Voilà... »

[Intervention M....]

Bonsoir – Aurélie :

« Je voulais faire suite aux propos de monsieur...Je voulais rebondir dessus parce que par rapport notamment aux élus locaux...Alors, moi je suis élue locale dans une commune du vignoble qui ne fait pas partie de celle-ci. C'est mon premier mandat. J'ai voulu me lancer en 2014 parce que je pense que par les urnes on peut changer les choses. J'ai 2 enfants. Je me dis : « *qu'est-ce que je leur transmets comme valeurs ?* » Je pense aussi que ce n'est pas en refaisant le monde autour d'un verre qu'on change les choses...Je voulais être au concret, sur le terrain... J'ai fait du porte à porte, maison par maison, rue par rue, avec mes tracts, avec d'autres collègues...Je suis dans la minorité. Donc, au conseil, on est 27, moi je suis 4, avec mes collègues. Quand on est au conseil, il faut savoir qu'il est ouvert à tous, à tous les citoyens...Et je vous rejoins sur le fait qu'il y a un problème de communication et même au niveau des institutions, c'est hyper compliqué à comprendre...Un budget d'une commune...Enfin, c'est hyper complexe et en même temps il n'y a personne en conseil municipal. Pour faire notre liste, on a cru qu'on n'allait pas y arriver...Cela s'est joué à un mois près. Sinon, il n'y aurait pas eu d'opposition. On tape aux portes, on dit : « *Voulez-vous faire bouger les choses ?* » Il n'y a personne... Ah oui, il faut s'engager, oui le soir il y a des réunions. Moi, j'en suis à 208 semaines... Je suis bénévole, je n'ai pas de rémunération. Aujourd'hui, je me pose la question.. Les prochaines municipales, c'est 2020, ça va aller très vite...Est-ce que j'ai envie, est-ce que j'ai encore la niaque pour le faire ? Parce que j'ai l'impression que je n'existe pas, que ma parole ne sert à rien...Tout à l'heure, vous disiez « *oui, gouverner des cadres par des cadres...* » Non...Moi, je viens d'une famille moyenne, j'ai juste mon BAC, je suis salariée, je suis madame tout le monde... »

[Intervention de la salle]

Aurélie reprend :

« Ben oui mais pourtant c'est là que ça se joue...Pour moi, le local est primordial ! Moi, mon quotidien, ça va être justement les poubelles : « *Expliquez-moi le prix des poubelles ? Je trie plus, mais je paye plus !* » Moi, c'est ça en tant qu'élue locale les questions qu'on me pose...C'est sur le prix de la cantine : « *Alors, ok moi je paye tant...C'est fonction du coefficient familial, par contre, combien prend en charge la commune ?* » Vous savez, vous, combien prend en charge la commune pour vos enfants, si vous en avez ? Moi, on me pose ces questions...Il faut avoir du répondant. Il faut avoir des réponses pratiques, parce que la cantine, les poubelles, c'est sur le compte en banque que ça se joue et au niveau local... Je viens d'une commune où on est quasiment 5000 habitants et tout le monde est concerné...Alors, pour la cantine, pas tout le monde, mais au moins les ordures ménagères. Je me pose des questions en tant qu'élue : est-ce que ça vaut le coup encore d'être élue ? J'espère que oui, mais si derrière il y a trop de clivage, si derrière il y a des incompréhensions, si on reste dans des clichés, je ne vois pas comment on va avancer...Je ne sais même pas quel discours je vais dire à mes enfants...Est-ce que le vote est encore utile ? Est-ce que ça vaut le coup d'aller à des réunions jusqu'à 23h ? Là, on est en février/mars, on vote les budgets dans les communes...C'est très compliqué...J'ai

juste mon BAC, je n'ai pas fait l'ENA. Il faut rentrer dedans...IL faut mettre le nez dedans, analyser les chiffres, dire concrètement : « *on fait quoi du budget ?* ». Moi, je veux bien qu'on manifeste. Je suis pour les échanges...On a la chance d'ailleurs...On parle de démocratie....On a la chance d'être dans une démocratie...Sinon, on ne serait pas là non plus ce soir !..Mais des échanges constructifs...Hier, j'ai entendu aussi : « *...il y a eu des frais au niveau national et tout...* » Oui, ça me choque ! Mais moi, il n'y a personne ! Moi, dans ma localité, pour ma minorité, personne ne nous soutient ! Et pourtant, dans le quotidien, je suis comme tout le monde...J'ai des factures, mes voisins que je croise sont comme moi, ils sont comme vous...Ils me disent : « *Attendez...tu m'expliques, là, les poubelles ? Tu m'expliques la cantine ? Tu m'expliques la lumière, là ? Cela fait 6 mois dans ma rue que je n'ai pas de lampadaire...Et l'abri de bus pour les collégiens ?* » Je vais leur dire quoi, moi, à mes voisins ? Je vais leur dire : « *Ah ben non, mais c'est à cause de l'évasion fiscale...* » Au bout d'un moment, il y a une incohérence et je pense que ça, il faut en prendre conscience. »

[Intervention de la salle]

Aurélie reprend : « Cela veut dire que moi, je ne sers à rien ? »

[Intervention M....]

Aurélie reprend : « C'est une question que je me pose. Cela fait 4 ans...Il me reste 2 ans à faire, à peine.... »

[Intervention M....]

Un intervenant :

« Ce que j'entends, c'est qu'on a les mêmes revendications...en miroir...Que le grand souci, c'est, à mon sens, une accapuration du pouvoir politique par une élite et en échange du jeu de l'abrutissement et de l'individualisme. Si bien que le vivre ensemble qu'on proclame... « On est tous Charlie »...Mais on est tous Charlie un peu chez soi. Effectivement, dès qu'il s'agit d'échanger, de trouver des solutions au niveau local, il n'y a plus personne. Pourtant, c'est peut-être encore là où il y a le moins de tensions entre les personnes parce que on est encore les uns en face des autres. On arrive encore à dialoguer, à avoir ce lien, mais il est complètement disparu, atomisé à l'échelon national. Et c'est pour ça que ça génère des exagérations quand on dit : « *Les politiques ceci...les politiques cela...* » La classe émergente, visible, et ce que vous disiez tout à l'heure, est très juste : il y a une foultitude d'hommes politiques, de talents, de rigueur, d'excellence...Pour le coup, quand on parle de méritocratie, ils existent. J'en ai connu. Mais on ne les voit pas parce qu'ils sont dans la pratique-pratique, dans les textes, dans la basse besogne, pour le coup, comme vous... »

Un intervenant :

« Je pense que c'est très grave tout ce qui est débattu actuellement. Et on est en plein dans le creux d'une vague mais qui a démarré depuis très très longtemps, où les lettrés, ceux qui ont un pouvoir, une notoriété, s'accaparent plus que leur part et oublient le reste des personnes. Madame, c'est pas absolument dans votre département que ça se passe malheureusement, enfin... je disais

malheureusement mais je crois que tous les départements sont touchés, toutes les collectivités sont touchées avec leurs défauts et leurs qualités. Et je pense que...le collègue disait : « *Un escalier, ça se bloque par le haut* » et ça c'est une façon un peu imagée de dire que les comportements qu'ont l'élite, qu'ont les gens de pouvoir, en haut des différents échelons, et bien influencent beaucoup ce qui est en-dessous. Et je pense que le pouvoir vertical qui s'est développé dans ce quinquennat et puis qui était aussi déjà vécu depuis que le mandat présidentiel est de 5 ans et que ça marche avec l'Assemblée, Donc, en plus, dans cette configuration, on a fait les élections à l'envers. On aurait dû faire les législatives avant d'élire un Président. Mais ça, ça n'est pas fait ! Et donc, après, tous les abus sont permis et je pense qu'on souffre actuellement énormément de ce déficit d'empathie et de communication avec le Peuple. C'est vrai, même au niveau d'une mairie. Je vais descendre d'en haut jusqu'en bas, au niveau des communes...Combien de fois voit-on, dans un mandat de 6 ans des communes, des minorités et même quelques fois des majorités, des conseils municipaux se tirent parce qu'ils ne voient pas du tout la finalité de leur boulot. Beaucoup de décisions arrivent auprès des citoyens sans qu'elles aient été travaillées en amont, en information, en processus de décisions. Que les gens se détachent, après, se désintéressent ou consomment du Conseil Municipal...Parce qu'on est dans une société aussi traversée par la société de consommation. Et il y a aussi un comportement qui n'est pas citoyen, c'est de consommateur de décision de service public. Et donc pour engueuler ceux qui prennent des décisions, il y en a qui sont très forts, mais quand il faut prendre le manche, c'est beaucoup plus difficile. Et donc moi ce que je regrette beaucoup, dans nos communes, et puis ça existe dans le vignoble, et bien on a énormément de déficit, de processus de décisions, c'est-à-dire que pour des décisions importantes, il faut prendre le temps. On a bien vu ce que le 49.3 faisait au niveau du Parlement. Quand il n'y a pas de concertation, quand ça marche aux forceps, et bien ça crée la crise dans laquelle on est et elle peut aussi se propager dans nos systèmes municipaux. On est actuellement dans une phase où les citoyens ne sont pas considérés à leurs justes valeurs. Vous disiez que vous aviez le BAC... Mais il ne faut pas en avoir honte, de n'être qu'à ce niveau-là ! Il y a plein de gens qui ont des niveaux au-dessus, qui ont des grandes responsabilités et qui se cachent les yeux...Enfin, on ne sait pas où ils sont...Ma mère disait, vis-à-vis des grands diplômés de la commune : « *C'est pas la peine d'être aussi instruit pour être aussi bête !* » Parce que les gens n'avaient plus du tout le sens commune de la réalité...Et vous, ce que vous exprimez, c'est bien justement ce concret qu'il faut dans les décisions et malheureusement, on a dans les minorités des conseils municipaux et même autour, beaucoup de sujets ne sont...Ce n'est pas vrai partout, je ne fais de procès à personne, mais on constate que la décision finale n'a pas été vraiment assumée et c'est un petit groupe, toujours les mêmes, qui prennent les décisions. Quand on assiste à certains conseils municipaux, c'est vide de sens. Il n'y a même pas eu de travail en commission quelques fois et ça c'est décidé à 3 ou 4. Et ça, c'est très très grave... On a pris de très mauvaises habitudes. »

[Intervention M....]

Carine – du Pallet :

« Je rejoins un peu madame...Je fais partie d'une association. Alors, j'entends que le national, les gens rejettent et c'est pour ça peut-être qu'ils ne se reconnaissent pas et qu'ils ne participent pas. Alors moi j'ai quand même de gros doutes...Au niveau local, on est quand même hyper impliqué et au niveau associatif...A chaque fois que l'on demande des bénévoles, il n'y a personne. A chaque fois que l'on va

à une réunion publique, nous sommes les seuls. Franchement, on est une poignée, allez...sur le Pallet, on est une vingtaine, une trentaine....Voilà, à faire partie de chaque réunion. Ce soir, je m'attendais à voir un peu plus de monde. On a quand même beaucoup de chaises de vide. Je ne sais pas comment c'était les autres soirées, moi je n'ai pas pu venir...Mais bon, voilà je suis là ce soir.

OK le RIC super, très bien...Mais vraiment est-ce que demain il va y avoir des gens pour participer ? J'ai un gros doute. Je pense aussi qu'on est dans une société où malheureusement, on entend beaucoup de gens crier. Par contre, on en voit beaucoup moins agir. Et agir, ça va juste voter parfois. Alors très bien, on ne se reconnaît pas dans les différentes politiques...moi aussi, ça m'est arrivé...Ben, moi je vote blanc...ça compte, ça compte pas...c'est pas grave... Je me déplace, je vote. Effectivement, l'idéal c'est que demain le vote blanc soit reconnu pour toutes les élections. Ce serait top ! Mais je pense qu'on est aussi dans une société où on trouve toujours des excuses pour ne pas agir. Alors, parce qu'au niveau national, ce n'est pas bien...ok, au niveau local on ne comprend pas bien...d'accord. On est aussi, enfin moi je prends encore une fois exemple de la commune dans laquelle j'habite...je ne suis pas systématiquement d'accord avec la municipalité, clairement pas, mais, par contre, une chose est claire, l'information est là. Ceux qui aujourd'hui disent : « *Ah moi, je ne suis pas au courant...* » , il faut être un petit peu de mauvaise foi, quand même ! Je veux dire, entre les différentes parutions communales, entre les réseaux sociaux, les gens parlent...La majorité des gens sortent de chez eux un minimum quand même ! On est au courant de plein de choses, mais on n'agit pas. On se contente de crier beaucoup. Par contre, encore une fois, quand il faut agir, il n'y a personne. Donc, ma grande question à moi, c'est ça : ok demain, on va donner plus de voix aux citoyens....Mais quels citoyens vont aller s'exprimer ? Est-ce qu'au niveau local, ça va être la trentaine qu'on voit toujours aux mêmes réunions ? Au niveau national, ça va être quoi ? Un millier de personnes ? Quelques milliers de personnes ? Et ce seront toujours les mêmes ? Au final, on va être dans un autre système où ça va être encore des minorités qui vont parler pour la majorité. Alors, bon, la majorité, elle peut s'exprimer, elle ne veut pas, c'est une chose, mais au final...voilà je pense qu'il faut effectivement, je ne sais plus qui disait ça tout à l'heure, « *balayer devant sa porte...* » On en est là aujourd'hui. Effectivement, le système actuel est défaillant, ça c'est clair...Le problème est que tant que la majorité ne décidera pas d'agir, on restera exactement dans la même situation, mais avec de nouvelles problématiques. »

Christiane – La Regrippière – Retraitée :

« Je voudrais revenir sur le problème de la citoyenneté. Je ne crois pas, un seul instant, que la citoyenneté s'apprenne à 25 ou 30 ans. Les personnes qui sont de mon âge, de ma génération, souvenez-vous...Le matin, lorsque nous arrivions à l'école, le maître ouvrait le grand tableau et la première phrase inscrite était : leçon de morale et en-dessous : leçon d'éducation civique. Et bien, à 8 ans, je savais ce qu'était un maire, ce qu'était une commune, ce qu'était le Département...pas en profondeur, bien sûr, mais nous avons tous les connaissances de la vie sociale. Et c'était même au programme du certificat d'études. Pour ceux qui ont passé le certificat d'études, à l'ancienne, ils doivent s'en souvenir ! Alors, pourquoi ne réapprendrait-on pas aux enfants, dès l'entrée à l'école, la citoyenneté et la morale ? IL suffit de faire remonter les connaissances depuis la base. Et bientôt, ce seront nos enfants qui nous apprendront la citoyenneté. »

[Intervention M....]

Une intervenante :

« Je vous rejoins tout à fait, madame. Je pense que, j'ai envie de croire en tout cas, que chacun peut être actif à son niveau. Sur les associations, moi je suis d'accord, ça fait 12 ans que ça dure et je commence à avoir envie de baisser aussi les bras, par moment. Je pense que l'atout que l'on a, ce sont effectivement nos enfants. Mais, le souci que l'on a également en France, c'est que nous vivons dans une société française qui est clivante, clivée, très marquée par des clivages : clivages économiques, sociaux, culturels...et ça, dès l'enfance. Donc, en fait, on grandit, on a effectivement le bagage, les études que l'on a, le métier que l'on a. On fréquente les gens qui sont proches du même milieu. On sort : on a une vie, une activité culturelle qui correspond à un certain milieu...et nos enfants suivent...Alors, nos enfants ont, ou pas, la chance d'être accompagnés, plus ou moins bien, soit parce que les parents travaillent, soit parce que les parents ne sont pas forcément en mesure de les aider au-delà d'un certain niveau. Je pense que si on ne casse pas ces clivages par...effectivement, on parlait de service civique...alors nous on a encore connu, enfin pas moi personnellement, mais mon époux, le service militaire. Je pense que cette action de service civique, qu'il soit militaire, qu'il soit associatif, qu'il soit humanitaire, laissons donc les jeunes, dès le plus jeune âge, si à 16 ans certains sont en décrochage d'ailleurs pourraient peut-être, que ce soit pendant 1 mois, 6 mois, 10 mois...mais que ce soit cadré, que ce soit officialisé, que ce soit pourquoi pas obligatoire...Ces services civiques ont le mérite, sous réserve qu'ils soient fait aussi en groupes, de casser, enfin en tout cas, de mettre en exergue, en avant ces clivages et je pense que le service militaire, enfin encore une fois je n'ai pas connu, mais c'est quand même le seul moment dans la vie où tu entres en contact pendant un an avec des jeunes gars dont on ne soupçonne même pas la vie au quotidien. Se retrouver avec un jeune de 20 ans qui ne sait pas lire, je pense que, à l'époque, même pas ça lui traversait l'esprit. Et je pense que nos enfants, moi les miens ont aussi 15 et 13 ans, c'est un peu la même chose...Alors, on essaie de les pousser...Mon fils est allé interviewer **M.Yannick**, sur le rond-point des gilets jaunes. Il a 15 ans et c'est intervenu dans le cadre de son cours, en classe de seconde. Je ne l'ai pas laissé regarder la télé, je lui ai dit : « *Ba, tu sais quoi ? Tu vas y aller les interroger, les gilets jaunes !* » Et je crois sincèrement qu'il faut, qu'il convient de réfléchir profondément...d'ailleurs les jeunes sont en train de bouger, ils sont en train de se mobiliser aussi pour leur avenir...Il faut les mettre à contribution, les écouter et mettre en place des projets qui fédèrent ces jeunes-là, qui cassent les clivages ou du moins qui essaient de les faire penser, comme vous dites... »

[Intervention M....]

Un intervenant précédent :

« Je reviens sur ce que j'ai entendu...Je voudrais poser quelques questions et faire une suggestion. Première question : nous sommes un certain nombre ici...Je voudrais savoir qui, parmi vous, peut assurer qu'il n'a pas, dans les 5 générations précédentes, un ancêtre immigré ? C'est une question simple. A mon avis, il n'y en a pas 20% qui peuvent l'assurer. Moi-même, je suis immigré ici. Je viens de Paris ! La France est composée majoritairement de descendants d'immigrés. Or, tant que les immigrés venaient d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Pologne ou de de pays de l'Est, de pays européens, il n'y a pas de problème parce que ça ne se voit pas physiquement sur eux. A partir du moment où ces immigrés sont originaires d'Afrique, d'Asie, du Maghreb, on voit tout de suite physiquement sur eux, qu'ils ne sont pas d'origine métropolitaine. Ce n'est pas des gaulois comme

disent les policiers ! Et donc...On les remarque dans la rue, nécessairement. Et quand en plus ils ont des coutumes différentes de nous, des habitudes alimentaires différentes de nous, parce que les mêmes produits ne poussent pas chez eux comme chez nous, on a peur de l'inconnu, on a peur de l'autre. De la même manière, dans certains villages corses, l'habitant du village d'à côté, c'est un étranger. Ici aussi : l'habitant de Mouzillon, ce n'est pas l'habitant de La Regrippière. Et pourtant : il n'y a pas une grande différence au niveau des cultures, au niveau du mode alimentaire...

Deuxième question : j'ai regardé à la mairie de La Regrippière, à la mairie de Vallet...J'ai cherché à consulter le journal officiel. A ma connaissance, toutes les communes sont abonnées au journal officiel. Toutes les communes reçoivent le journal officiel. Je n'ai pas trouvé le journal officiel ! Alors, bien sûr, je peux demander au personnel de la mairie à le consulter. Ils vont certainement ouvrir l'armoire poussiéreuse, le sortir et me le donner, mais... Excusez-moi...Il est anormal qu'on ne puisse pas consulter, sans avoir à rentrer dans la mairie, le journal officiel. Cela me choque profondément !

Et en ce qui concerne les incivilités : je ne comprends pas pourquoi lorsqu'on constate une incivilité, on ne sanctionne pas les coupables. C'est une question tout bête. Quelqu'un qui crache dans la rue...c'est fréquent... les policiers municipaux le constatent et ne sanctionnent pas. Est-ce qu'ils n'ont pas le pouvoir de sanctionner ? Je sais qu'ils n'ont pas le pouvoir de rentrer chez les gens, sans l'accord des gens. Même s'il y a un cadavre, ils sont obligés de faire appel à la police nationale. Mais quelqu'un qui crache dans la rue, quelqu'un qui fume dans un lieu public, on peut sanctionner ! On n'a pas besoin de faire appel à la police nationale ! Or, ce n'est jamais sanctionné ! Et même lorsque la police nationale arrive, ils cherchent à calmer le jeu plutôt qu'à sanctionner. Ce n'est pas sain comme pratique...ou alors...il faut changer la loi et arrêter d'interdire ! »

[Intervention M.... qui pose une question à cette personne : « Il devrait y avoir aujourd'hui une prise de conscience générale. Je répète une phrase que j'ai déjà dit la première fois, qui disait : « Avant de poser la question de ce que fait l'Etat pour vous, posez-vous la question de ce que vous faites pour l'Etat ». Je pense que si tout le monde se remettait en cause, à titre individuel, dans l'incivisme, dans le comportement journalier, dans le respect du voisin, on en serait certainement pas là. Mais aujourd'hui, à chaque fois qu'une décision est prise sur le plan d'une collectivité, on a le droit. Parce qu'on ne donne pas tout le temps les informations effectivement....malheureusement derrière il y a des gens qui aiment polémiquer, raconter des brèves de comptoir qui se multiplient et qui sont souvent bien décalées....au lieu de venir nous voir directement et nous poser la question, on enflamme, on enflamme, on enflamme...et ça part dans des sujets qui n'ont rien à voir avec la réalité. Et pour des élus de base, que nous sommes, c'est quelques fois extrêmement contraignant, difficile parce que quelques fois, ça impacte même nos familles. Et ça c'est un peu plus grave. Parce que le respect, il n'y en a pas. Je voulais juste vous le dire parce que c'est vraiment ce qu'on vit au quotidien et quelques fois on a besoin de le dire...L'épuisement que madame évoquait au niveau des élus, on l'entend. Parce qu'aujourd'hui on nous respecte de moins en moins et on vient nous voir pour un oui, pour un non et on vous insulte si vous ne donnez pas satisfaction, parce que vous êtes tout de suite « un con » si vous dites non. Si vous dites oui, alors là, le dieu vivant ! Vous dites non, on ne peut pas, pour telle ou telle raison, vous êtes un con. C'est ça la réalité. Les gens attendent des choses, veulent des choses. Par contre, tout à l'heure vous évoquiez aussi un truc dans la fatigue...Alors je ne suis pas trop d'accord avec vos propos concernant les commissions. Une

des choses qui fatiguent aussi beaucoup les élus, c'est la lenteur administrative de prise de décisions. Pour faire émerger un dossier, quand on fait une construction, je vais prendre mon cas... On a une construction qui va sortir de terre, à partir du mois prochain, ici même. Trois ans d'instruction ! Pour pouvoir faire sortir une école de musique. C'est extrêmement long. Et il y a un moment, la lassitude, le côté commission, je retourne...je reviens..., j'ai au-dessus des contre-indications Préfecture, Département, Région, des modifications, des subventions à demander....ça finit par user aussi les élus qui ont besoin de cette créativité, qui quelques fois se posent des questions, effectivement. Parce que le bien fondé, tout le monde le reconnaît, mais cette lenteur est contre-productive par rapport à l'implication des gens. Maintenant, je souhaite que tout le monde ose venir, parce qu'il n'y a rien de mieux, dans une municipalité, que d'avoir de l'opposition. Là, il faut, c'est une obligation. Par contre, il ne faut pas simplement revendiquer... Il faut monter dans le bateau...Au niveau de nos conseils, on a du public, on a pas grand monde à venir...Voyez, ce soir, madame faisait le parallèle par rapport à ce soir, on est quand même sur un bassin de vie....quand vous voyez les collectivités qui sont ici présentes, qui sont partie prenante de ces 3 débats, on a une moyenne de 70 personnes. On est sur un bassin de vie de 22 000 personnes ! Je vous remercie d'être venus. Alors, maintenant, j'ose espérer que ce Grand Débat puisse apporter quelque chose. Vous comprenez bien, en tant qu'élus, on n'est pas épris de réunionite, on n'est pas là pour ça, on est là pour faire avancer...On a pris l'initiative de faire ces réunions, comme on vous l'a tout le temps dit, tous ensemble. Maintenant, on espère qu'il y aura quelque chose qui va sortir. Je crois qu'il faut qu'il y ait aussi une prise de conscience générale. On a tous des efforts à faire, à tous niveaux que ce soit. Le respect commence par l'attention...et ne serait-ce que de dire « *bonjour* » et dire « *Pourquoi vous avez fait ça ?* » avant de dire « *vous êtes un con, vous avez fait un truc qui est nul...* » sans savoir pourquoi. Et malheureusement, on nous agresse souvent avant de nous poser une question. Savoir pourquoi on a fait telle ou telle décision... »]

Un intervenant précédent :

« Est-ce que je peux vous demander une précision ? Quand vous vous faites insulter parce que vous avez fait verbaliser un véhicule sur un emplacement véhicule handicapé, est-ce que vous sanctionnez l'insulteur ? »

[M.... : « non »]

L'intervenant : « Pourquoi ? »

[M.... : « Parce-ce que je pense qu'il va se calmer. Ce n'est pas en surenchérissant les amendes, les amendes, les amendes....L'amende, la personne l'a prise, on lui explique si il ne comprend pas...Voilà. Mais il y a beaucoup de sujets de conflits... Il ne faut pas s'imaginer que les élus sont dans une tour d'ivoire ou ce serait bien mal connaître le système. Il y a beaucoup de choses où les conflits sont notre routine quotidienne... »]

L'intervenant : « A partir du moment où vous ne sanctionnez pas, quelqu'un qui crache dans un lieu public, même si vous lui expliquez, il ne comprendra jamais. »

[M.... : « Bien sûr, bien sûr... Mais est-ce que ce n'est pas à la base qu'il faut expliquer qu'on ne crache pas dans un lieu public ? Est-ce que vous croyez que pour ne pas cracher dans un lieu public, c'est...les footballeurs le font sur un terrain, les basketteurs aussi...Il y a des pratiques qui sont faites...Est-ce que ce n'est pas à la base de dire « On n'a pas le droit de cracher ! » Est-ce que c'est aux collectivités d'être à la base de l'éducation ? Est-ce que ce n'est pas aux écoles d'être à la base de l'éducation ? Non, je pense qu'il y a aussi le rôle des parents. »]

Gérard – Retraité à Vallet :

« Tout à l'heure, on a dit effectivement que la démocratie, en France, cela ne fonctionnait peut-être pas à 100%, mais bon...ça fonctionne quand même pas si mal que ça. Je pense qu'on a quand même énormément de droits... On oublie peut-être aussi qu'on a des devoirs. Ce que je voulais dire par là, c'est que on parlait tout à l'heure de prendre en compte les votes blancs. Je suis tout à fait partant pour ça aussi. Mais, j'irai plus loin : je mettrai le vote obligatoire, parce que ça fait partie des devoirs. C'est un devoir de voter ! On a appris ça à l'école, je crois aussi... Comme disait la dame tout à l'heure, on a appris ça à l'école autrefois. On est en démocratie : on a des droits, mais on a aussi des devoirs...Pour moi, le vote obligatoire ça a du sens, dans le sens où ça permet au moins, même si ça se termine par un vote blanc, c'est au moins une opinion qui est donnée. Et ça veut dire quelque chose au niveau national. Au niveau des présidentielles, pas trop, mais quand on élit l'Assemblée, on était pas loin de 40% d'abstention, 50%, je ne sais pas...ça ne veut plus rien dire quelque part... Ceux qui n'ont pas voté, on ne connaît pas leur avis en fait... »

Une intervenante :

« Alors moi je voulais revenir sur l'éducation civique et citoyenne. A l'école, ça existe. A l'élémentaire, jusqu'en 3^{ème}, les enfants apprennent ce qu'est une mairie, ce qu'est l'Etat. Cela c'est appris. Par contre, derrière tout ça, ce que je pense, faudrait peut-être mettre plus d'empathie, apprendre aux enfants mieux le vivre ensemble...pas qu'à la maternelle, ça devrait être redit, redit...et instauré...jusqu'à la fin de leurs études. Parce que je pense que quand on impose quelque chose aux enfants, on leur dit « *oui, c'est pas bien de cracher, tout ça...* », on part dans un jugement, on part dans quelque chose de négatif. On apprend aux enfants ce qui est bien, sans jugement derrière. Ils ont le droit de se tromper, ils ont le droit de faire des erreurs. C'est à nous derrière de leur expliquer pourquoi il ne faut pas faire ça, mais pas sanctionner systématiquement. Je le vois à l'école, je trouve que ça marche mieux quand on explique aux enfants ce qu'ils ont fait et demander même réparation quelques fois, leur dire « *bon ben, de quelle façon tu peux...comment tu peux faire pour que ton camarade ne soit plus triste, parce que tu lui as dit, par exemple, qu'il était moche...* » Lui faire prendre conscience des choses, sans le juger et en lui apportant des outils pour...je ne sais pas trop comment expliquer ça...Voilà. Plus que sanctionner, juger... »

[Intervention M....]

Un intervenant précédent :

« Pour rebondir que ce que vous venez de dire, monsieur, sur le vote blanc...enfin, rendre le vote obligatoire. Je ne suis pas tout à fait d'accord. Je m'appuie sur mes petites études que j'ai citées tout à

l'heure. Il y a une autre question qui a été posée aux personnes, c'était : « *si le vote blanc était comme un suffrage exprimé, pris en compte, vous abstiendriez-vous ?* » Et là, il n'y a que 5 à 6% des personnes qui s'abstiendraient. IFOP (2014-2016). Ce n'est pas moi qui le dit, c'est l'étude. On peut peut-être remettre en question l'étude ! Rendre le vote obligatoire, moi je ne trouve pas que c'est une bonne idée. Et si on le rendait obligatoire, ce serait que pour ces 5 à 6 % de personnes...Je pense que c'est tout à fait marginal. »

[Intervention M.... : « Après, derrière toute élection, tout suffrage, il y a des bureaux de vote à tenir. Et je peux vous dire qu'aujourd'hui on a du mal à trouver des gens pour les tenir. Si par malheur vous avez, dans la même année, 2 élections, je peux vous garantir que vous ne trouvez personne pour les tenir les bureaux...Donc, l'empilage d'élections, de sondages, de choses comme ça, c'est une possibilité. Il faut savoir que, je prends le cas de ma collectivité, on a 7 bureaux de vote, sur la commune de Vallet. On a 6 500 électeurs à peu près...C'est 140 à 150 personnes à mobiliser par dimanche. Et là, quand on sollicite, il n'y a personne ! Et là, il y a une problématique derrière. Parce-que dans la gestion humaine...Je trouve que votre présentation, tout à l'heure, était certainement très intéressante, mais le dépouillage derrière ?? Toute cette abnégation et cette organisation à mettre en place, il faut en tenir compte aussi. Parce qu'aujourd'hui, on n'a personne ! Il faut dire qu'on a du mal à trouver des gens »]

L'intervenant précédent :

« Je comprends, mais...l'enjeu est tellement important que si c'est un problème de bénévoles...Je ne sais pas comment on peut résoudre ce problème, je n'ai pas la solution, mais si ce n'est qu'un problème technique,...on va trouver des solutions. L'enjeu à côté est considérable. Donc dire « *On n'a pas assez de bénévoles* », oui...je n'ai pas de solution à vous apporter aujourd'hui, mais je pense qu'on va en trouver, quoi...Si c'est une affaire de logistique...On parle de démocratie. Cela n'a rien à voir. »

[Intervention M.... : « C'est compliqué... »]

Un intervenant :

« Le problème aussi, c'est le statut du bénévole. Il n'est pas reconnu comme étant bénévole et en fait il n'a pas d'avantage dans la vie de tous les jours, à être bénévole dans une association. Moi, je suis dans une association. Pour trouver des bénévoles, aussi, c'est même le contraire... Il y a de moins en moins de bénévoles. Que ce soit une association culturelle, sportive, il y a de moins en moins de bénévoles. Tout le monde se réfugie dans son individualisme, prend la télé et puis va sur certaines émissions...qui prônent bien évidemment tout ce qu'on disait précédemment, c'est-à-dire le bien ensemble n'est pas prôné par exemple, par Cyril Hanouna...C'est un bon présentateur certainement, mais il prône...heu...et puis il a une audience comme c'est pas possible...Donc, on peut se poser la question : « *Qu'est-ce que l'on recherche ?* » Si on recherche à ce que soit véhiculé, ne serait-ce que par la télévision, ce que l'on essaie nous ici de voir ensemble au niveau civique, des principes qui sont complètement aberrants pour lui, on ne va pas dans le même système. Encore que quelques fois il se fait reprendre par la justice, mais ce n'est pas pour ça que ça fait évoluer les choses. Pour le bénévole, qu'est-ce qu'il a comme avantage à se mettre dans la vie municipale ? Qu'est-ce qu'il a comme avantage à se mettre dans la vie culturelle, la vie sportive ? Il y en a de moins en moins parce que pour

lui, l'intérêt général passe après son intérêt, l'intérêt privé. Qu'est-ce que la définition de l'intérêt public ? L'intérêt public, d'après certains philosophes du 21^{ème} siècle, c'est une somme d'intérêts privés. Oui, mais encore faut-il que ces intérêts privés soient dirigés vers un intérêt général. Et cet intérêt général, souvent, il est complètement dispersé. Moi, j'ai une proposition : c'est que le statut du bénévole soit reconnu et qu'il soit dans la vie municipale. Parce-que c'est vrai que madame, qui passe des soirées... et même certains conseillers municipaux qui passent des soirées pour n'être considérés que comme bénévoles, c'est se mettre à la disposition de la population et il faut que la population 1 : reconnaisse que le bénévole est bénévole et donc n'a pas la super-technicité parce que, autrement, dans ces cas là, il serait maire ou député ou conseiller régional et donc...obligatoirement ça veut dire que ce bénévole, il faut qu'il ait des avantages pour être bénévole. Alors, des avantages...peut-être pécuniers, je ne sais pas des avantages de quelle façon.... »

[Intervention de la salle]

L'intervenant reprend :

« Je ne sais pas...Etre citoyen, c'est aussi être bénévole pour son prochain... »

[Intervention de la salle]

L'intervenant reprend :

« Oui...Mais être bénévole, ça ne rapporte rien non plus puisqu'il y en a de moins en moins...Il y a 240 niches fiscales. Il n'y en a aucune qui considère une niche fiscale pour un bénévole. Par contre, vous n'êtes pas bénévole, mais PDG, vous en avez 240 à votre disposition... »

[Intervention M.... : « Après, dans la notion de bénévole, on peut prendre x solutions et x situations. Mais, aujourd'hui, le problème où je vous rejoins complètement, sur l'éthique même du bénévole, c'est que on a de plus en plus une population consommatrice d'espaces, de lieux, d'activités associatives...et il y a de moins en moins de bénévoles et dès qu'il y a un problème, c'est lui qui prend. Moi, je tire un coup de chapeau à tous les présidents d'associations aujourd'hui parce qu'ils sont tout le temps sur une situation « borderline » où ils peuvent attendre le reproche, l'incrimination pour telle ou telle organisation. C'est compliqué ça...Le bénévolat est important. »]

Un intervenant :

« A un moment donné, il faut aussi faire des choses de façon désintéressée, sinon, on ne fait rien. Moi, je suis mille fois d'accord avec ça. Par contre, monsieur a raison aussi concernant le statut de bénévole. Parce qu'être bénévole hier, quand on trouvait le travail sur sa commune parce qu'on était je ne sais quoi... agriculteur, artisan...Mais, aujourd'hui, quand on bosse à une heure, qu'on bosse en 3 « 8 », qu'on ne peut pas venir aux réunions à 20 h parce que ça correspond aux horaires de travail, de l'association...La problématique n'est plus la même aujourd'hui pour être bénévole. Le monde a changé. On n'est pas libre de son emploi du temps comme on pouvait l'être peut-être hier. IL va bien falloir essayer d'encourager ceux qui veulent s'investir mais qui ne le peuvent pas à cause de leur problématique professionnelle, pour le faire. Moi, je n'ai pas étudié du tout la question du statut, mais

cette question-là, il ne faut pas la fermer, effectivement. Pourquoi ne pas offrir des avantages à quelqu'un qui donne de son temps pour améliorer son environnement, pour travailler sur des activités sportives ? S'il s'investit vraiment, moi je ne suis pas choqué, dans la mesure où ça peut lui permettre de le faire. Cela ne me choque pas. »

Un intervenant :

« Je voudrais rajouter une petite chose : c'est que, quand on est bénévole, on a tous un cœur... Et là, je ne comprends pas. Moi, j'ai plus de plaisir à donner qu'à recevoir... Je ne suis pas un Saint, loin de là, mais là, ça me dépasse ! Un statut pour bénévole, peut-être, mais il y a des gens qui donnent une semaine par an complète, pour donner un coup de main aux handicapés. Ils ne demandent pas un centime et ils payent... On paye notre pension, on paye tout et on donne un coup de main pendant une semaine... Parfaitement ! »

[Intervention de la salle]

L'intervenant reprend :

« Non, ce n'est pas un salaire, ça vient de là... Monsieur... si... si... »

Un précédent intervenant intervient :

« Je crois que vous n'avez pas compris ma position. Ce n'est pas de demander un salaire... Comme a dit la personne, on est dans une autre époque qu'il y a 40 ou 60 ans... et que le bénévolat, on en manque. Vous êtes d'accord ? Je pense... »

L'autre personne répond : « Oui, oui, je suis d'accord... »

L'autre intervenant continue :

« Mais je n'ai pas dit que bénévole = salaire. J'ai dit un nouveau statut ; un statut adapté à la vie telle qu'elle est et telle qu'on la fait aussi, c'est-à-dire que c'est vrai qu'avec les heures de travail, avec les heures de transport... On peut très bien aussi, en tant que pompier, on est bénévole et on a, dans ces cas-là, une décharge au niveau des emplois du temps. Le chef d'entreprise vous doit un certain nombre d'heures pour être pompier. Vous êtes bénévole dans votre entreprise, votre chef d'entreprise peut aussi, à un moment donné, vous déduire un certain nombre d'heures non travaillées pour entraîner les enfants, pour être bénévole à l'association... Voilà, c'est tout ce que je dis... »

L'autre personne réplique : « Par contre, ce que j'ai remarqué dans beaucoup d'associations, c'est souvent les gens les plus pris qui assistent aux réunions. Alors ça, je ne comprends pas. Il y en a qui sont « surbookés », qui font 70, 80 heures par semaine et qui arrivent à trouver du temps pour être aux associations ! Et oui... ça existe ! »

[Intervention M.... : « **Après, c'est toute la notion de bénévolat et de la passion. Chacun peut mettre le curseur où il veut. Où je vous rejoins complètement, Yves, c'est qu'effectivement on a aussi une évolution de société. Il fut un temps où on était dans un système de société où le monsieur, en l'occurrence, travaillait et madame restait à la maison. Il y avait ce qu'on appelle « la structure familiale » qui était menée non pas par le monsieur, mais par la dame. Aujourd'hui,**

tout le monde travaille ! Donc, on est dans la course au temps...Et là, il y a une problématique sociétale par rapport à ça. Et aujourd'hui, qu'est-ce qu'on fait quand on a un loupé sur le plan de son enfant ? On dit : « *A l'école, ils vont gérer ça... !* » Est-ce que vous trouvez normal, par exemple, qu'à un moment l'école ne peut plus trouver la solution et que les 2 enfants arrivent dans le bureau du maire ? Les 2 enfants ? Pour des problèmes de comportement ? Parce que l'Education Nationale, au niveau des professeurs, de l'éducation...ne savait plus quoi faire ? Et c'est moi qui ait mis la sanction, aux 2 enfants...Donc, vous imaginez, aujourd'hui, où on est rendu ? Et les enfants n'étaient absolument pas gênés ! Celui qui a été le plus vexé, qui a été le plus sanctionné, c'est celui à qui j'ai piqué le téléphone portable. Il était en CM2 ! Il a eu son téléphone pendant 15 jours dans mon bureau ! Et ça, excusez-moi l'expression, ça l'a « emmerdé » ! Donc, on est dans une évolution de société...et malheureusement il y a des choses...il y a peut-être effectivement...tous ces critères de citoyenneté ou choses comme ça sont fondamentales. Le bénévolat aujourd'hui on en a besoin. Malheureusement, là où je rejoins monsieur par contre, c'est que je pense que les vrais bénévoles et ils sont nombreux, qui ont la fibre, qui prennent des responsabilités, il faut qu'ils soient garantis d'une certaine forme d'assurance. Parce que, aujourd'hui, vous avez des gens qui pour un oui, pour un non....on est capable d'aller porter plainte contre un bénévole qui est tous les dimanches matins sur un terrain de sport, à se décarcasser... Et vous avez des gens qui vont venir une fois de temps en temps tenir leur permanence au bar et qui vont faire la révolution dans le club. C'est le curseur. Et ceux qui prennent des responsabilités dans les bureaux, il en faut ! Parce que ce qui tient la moelle des collectivités, c'est quand même le milieu associatif. C'est un foyer de lien social fondamental. Si des enfants s'épanouissent dans la culture, dans le sport, dans des animations, c'est parce qu'il y a des gens qui leur ont transmis l'envie. Pas systématiquement le savoir, parce que personne ne peut dire qu'on a un savoir, mais indirectement l'envie de le faire. Je crois effectivement que dans la société, il faut qu'on ait cette reconnaissance du bénévolat, quel que soit le moyen et surtout qu'on les garantisse d'une certaine sécurité pour pas qu'au moindre coup de Trafalgar, ils prennent dans tous les sens, parce que, quelques fois, c'est violent. Excusez-moi, je ne devrais pas prendre la parole...Je le dis à chaque fois ! »]

Un intervenant :

« Je suis membre d'une association également et je tiens à vous dire que...Alors moi, j'ai 30 ans, je suis né à Vallet. J'ai toujours grandi à Vallet et je trouve qu'il y a peu de gens qui étaient dans ma classe au collège que je vois aujourd'hui dans ce débat. C'est-à-dire qu'il y a très peu de 18-30 ans ici, dans ce débat, je trouve...Voilà... Je fais partie d'une association qui s'occupe de traiter plusieurs problématiques et...nous personnellement, on a pas trop de mal à trouver des volontaires, des gens qui travaillent pourtant toute la semaine, qui ne sont pas agriculteurs ou ouvriers...même si agriculteurs et ouvriers travaillent énormément, c'est pas ce que je veux dire !...Ce que je veux dire, c'est que...même si les problématiques sont différentes, comme disait monsieur, c'est souvent les gens qui sont le plus occupés qui trouvent du temps à dégager et je pense que là ce n'est pas une problématique uniquement de vie professionnelle, c'est parfois le cas, mais pas uniquement et on trouve quand même des bénévoles, même si c'est un peu compliqué. Je vais traiter plusieurs sujets...

La tenue des bureaux de vote : je pense que peut être le service civique, qui est en place, pourrait permettre de mettre des volontaires ou des gens qui pourraient s'en occuper, peut-être...ça c'est une piste....Je ne sais pas si c'est possible ou pas...

Monsieur, tout à l'heure, nous indiquait que c'est scandaleux de ne pas sanctionner les gens qui crachent par terre...Comme je vous ai dit, moi j'ai toujours grandi à Vallet et actuellement, j'ai déménagé pour raison professionnelle. J'habite à Paris, dans le 18^{ème} arrondissement. Très petit exemple : je marchais l'autre fois, je passais à Barbès....Il y avait à peu près 80 personnes qui trafiquaient toutes les choses possibles entre eux : cigarettes, drogue, peu importe...Et il y avait 4 policiers qui étaient là, au milieu et qui étaient en train d'arrêter un SDF. Et moi, arrivant de Vallet, ce qui m'a choqué, c'est que les policiers soient en train d'arrêter ce SDF et ne soient pas en train de traiter les problèmes autour... Effectivement, d'un point de vue externe, on peut dire que ce n'est pas logique. Mais, ce que les policiers m'ont répondu, ça m'a choqué, mais j'ai compris leur point de vue. Ils m'ont dit : « *Monsieur, vous comprenez bien qu'on est 4 !* » Voilà...Je pense que le problème c'est ça aussi... C'est sûr qu'il y a plein d'incivilités, de délits, de choses à sanctionner....Malheureusement, je ne pense pas qu'on puisse avoir aujourd'hui un personnel de 50 policiers municipaux pour sanctionner tous les petits délits qui se trouvent....c'est aussi des problématiques de ressource.

Autre chose : le vote blanc, enfin le vote obligatoire et la reconnaissance du vote blanc. Il y a des pays, comme La Belgique, où ça fonctionne très bien. Et là, comme vous indiquiez, monsieur, cela solutionnerait 5% des gens qui s'abstiennent. Si cela suffit à résoudre ce problème des 5% tant mieux....dans tous les cas, les autres ça ne les gêneraient pas...Donc, je ne vois pas le souci dans ce cas. Autant l'instaurer, comme ça les 5% qui s'abstiendraient quand même, au moins le problème est réglé et ils exprimeraient leur point de vue.

Autre chose : tout à l'heure, Monsieur indiquait qu'on a tous, dans notre famille ou nos amis, des migrants, on est tous issus d'autre part...Je pense qu'en général, personne n'est contre la diversité. Souvent, le rejet de la diversité vient du fait qu'on ne connaît pas l'autre. Moi, personnellement, j'ai habité en Italie. Là-bas, pendant le Ramadan, il y avait une opération « Mosquées ouvertes ». Qu'est-ce que j'en savais, moi de l'Islam et qu'est-ce que j'en savais moi, des mosquées ? Encore moins... Et bien, j'y suis allé pour partager un repas avec eux et échanger avec eux. Au final, j'ai appris plein de choses. Je pense qu'il n'y a aucun rejet des différences. Par contre, il est vrai qu'aujourd'hui, malheureusement, il y a des impératifs qui font que... Recueillir des gens qui viennent de zones de conflits et qui sont réellement menacés dans leur pays, ça ne pose aucun souci, bien évidemment ! Et je pense que tout le monde est d'accord là-dessus. Que ce soient des enfants, des femmes qui viennent de zones de conflits, qui sont en difficulté, tout le monde est d'accord là-dessus. Après, quand des personnes de d'autres nationalités viennent en France pour commettre des délits, il n'est pas normal qu'elles puissent rester en France. Je suis désolé ! Ou que leurs procédures d'asile soient étudiées. Moi, personnellement, je ne trouve pas que ce soit normal. Après, les gens qui se comportent très très bien, ça ne pose aucun problème de les intégrer. Je pense que c'est juste un souci technique de discussions entre les peuples et après il n'y aura aucun problème pour les intégrer, si ces personnes échangent entre eux. Personnellement, j'ai vécu beaucoup de temps à l'étranger. Je connais des gens un peu sur tous les continents et à partir du moment où...Evidemment, au début il y a des stéréotypes entre les gens puisqu'il y a des différences. Mais, à partir du moment où les gens discutent, partagent, montrent leur différence aux autres, il n'y a plus aucun problème. Donc, je pense que le souci n'est pas sur le fait que on rejette des gens parce que on n'a pas ou on a des migrants dans notre famille....Je

pense que c'est vraiment un problème de dialogue et je ne pense vraiment pas qu'il y a un gros souci là-dessus. Moi, personnellement, quand j'étais au collège, ici juste à côté, à Pierre Abélard, j'avais des personnes qui étaient de d'autres confessions et d'autres couleurs de peau et ça ne me posait absolument aucun problème. C'était mes amis comme les autres. Je n'avais aucun préjugé sur eux parce que j'étais dans la classe avec eux. On avait les mêmes exercices et les mêmes mauvaises notes en maths, ça ne posait aucun problème ! C'est aussi une des raisons pour lesquelles l'école républicaine fonctionne, c'est-à-dire que ça permet, un peu comme le service militaire à l'époque, ça permettait de mettre des populations qui n'avaient rien à voir ensemble, ensemble et qui échangent entre eux et qu'on les force à échanger entre eux, parce qu'ils sont dans le même lieu. Personnellement, c'était très intéressant pour moi d'être venu ce soir. »

[Intervention M... : « Je vous propose d'arrêter après Yannick car nous sommes à 2h05... »]

Yannick :

« Au sujet des votes blancs, vous avez dit que vous avez de la misère à avoir des gens pour le dépouillement. Si le vote blanc est reconnu, ça veut donc dire que les citoyens se sentent intéressés à voter. Donc, vous risquez de trouver davantage de bénévoles pour tenir votre scrutin.

[Intervention M.... : « Peut-être... »]

Yannick reprend :

« ...ça fait comme nous, dans les associations.... Si on n'intéresse pas la nouvelle personne qui vient dans l'association, il faut vous dire que au bout d'un an, elle s'en va. Il faut la rendre responsable. »

[Intervention M.... : « Question tout à fait pratique : le vote blanc est reconnu. Très bien. On ne désigne pas un représentant ou quelqu'un pour nous représenter. Cela veut dire que si par exemple la majorité des bulletins sortent en blanc, on relance un processus complet... ? »]

Yannick : « oui »

[Intervention M.... : « Donc on repart sur un système de 3 semaines à 1 mois de... »]

Yannick :

« Oui...oui, comme on a dit tout à l'heure, on ne va pas se répéter...et par intérim, les sénateurs...pour une fois qu'ils serviraient à quelque chose...

Et, au sujet du bénévolat : c'est pas pour me flatter, j'en ai fait ma part...monsieur le maire peut peut-être le certifier....J'ai tout le temps appelé le bénévolat, ceux qui sont à la tête du bénévolat : les présidents d'associations ou les responsables d'associations comme les entrepreneurs du soir, c'est-à-dire qu'il ne faut pas avoir peur de consacrer 1h, 2h, les coups de fils...C'est pour ça que je les ai appelés « les entrepreneurs du soir ». Voilà. »

[Intervention M.... : « Ce sera la dernière, après on coupe...2h10... »]

Christophe ... :

« Je suis un peu habitant du Landreau et de Vertou – Gilet jaune de Vallet –

La démocratie est le moteur des gilets jaunes de Vallet. Notre action symbolique de nettoyage des fossés a été officielle et encadrée par la gendarmerie, en toute sécurité. Et puis le départ de l'aire de covoiturage s'est fait avant d'être délogés. On est là ce soir pour le débat, on joue le jeu. Même si ça déjà été évoqué sous d'autres formes, le gouvernement ne joue pas le jeu démocratique. C'est pourtant à eux de montrer l'exemple. Entre autre pour l'utilisation du 49.3, pour la loi du travail et aussi pour les manifestations où les violences sont au départ de la part des forces de l'ordre et du coup le désordre dans des manifestations pacifiques. La liberté de la presse est obsolète et muselée. On ne voit que des gilets jaunes cassés quelque chose et non les forces de l'ordre. C'est pour l'opinion publique. Les manifestations font partie du droit français. Tout cela s'apparente à une dictature. C'est déjà le cas pour d'autres manifestations avant l'ère Macron...Où sont les droits de l'Homme ? Dans un pays qui se congratule pour en être l'effigie ? Faire des morts et des blessés graves en manifestations alors qu'on est limité à 80km/h sur les routes soi-disant pour limiter les accidents graves, sont des idées contraires. Merci de votre écoute »

[Intervention M.... : « Je voulais vous remercier de votre participation et de la richesse de ces propos...Nouvelle réunion le 27 février... »]

Retranscription en date du 11 mars 2019.